

Immigration. Pour tous ceux qui rêvent de gagner la forteresse Europe, Istanbul est redevenue la Sublime Porte. Ils sont des centaines chaque jour à tenter de traverser la frontière entre la Turquie et la Grèce, au péril de leur vie. Reportage

Les clandestins du fleuve Evros

De notre envoyée spéciale en Turquie

Les clips d'afro-beat tournent en boucle à la télé. Un frigo fatigué ronronne dans un coin. La lueur d'une ampoule nue troue l'obscurité. Sans le poster d'Atatürk, le fondateur de la République turque, accroché avec du gros scotch au-dessus du comptoir tapissé de raphia, on pourrait se croire dans un maquis africain, et non à Istanbul. Seuls les initiés savent trouver ce boui-boui tenu par des Nigériens dans une ruelle délabrée de Kumkapi, l'ancien quartier arménien coincé contre les murailles byzantines de la vieille ville. Autour d'une canette d'Efes Pilsen, la bière turque, ils viennent y parler affaires, de celles qui se traitent loin des oreilles indiscretes. Ibrahim, un Congolais spécialisé dans les transits clandestins entre la Turquie et la Grèce, négocie au téléphone avec un père de famille en Côte d'Ivoire : « Ne vous inquiétez pas, j'ai récupéré vos deux filles à l'aéroport. Elles sont coincées ici, car elles n'ont pas de visa Schengen. Pour entrer en Europe, elles doivent passer par un autre chemin. Je peux

m'en charger. » Kumkapi s'est transformé en plaque tournante internationale de l'immigration. La nuit, des ombres longent les murs décrépis des églises. Furtives, pressées, apeurées, elles disparaissent à l'arrière d'un camion, tendues vers la prochaine étape de leur odyssée : la Grèce, à deux heures et demie d'autoroute.

Entre janvier et octobre 2010, la Grèce a enregistré 90% des entrées illégales de migrants aux frontières externes de l'Union européenne. Ce qui représente environ 75 000 candidats à l'eldorado européen. Devenue désormais la principale porte d'entrée de l'Europe, la Grèce est un goulet d'étranglement pour des centaines de milliers de clandestins. Débordée, Athènes a fait appel à Frontex (Agence européenne pour la Gestion de la Coopération opérationnelle aux Frontières extérieures) pour tenter de réguler cet afflux. Depuis novembre dernier, 175 policiers des pays membres de l'UE sont donc déployés à la frontière terrestre turco-grecque. Les passages par le fleuve Evros, qui sert de démarcation entre les deux pays, ont augmenté de 369% sur les neuf premiers mois de l'année 2010 par rapport à la

même période de 2009. Il s'agit du nouveau maillon faible de la forteresse Europe. Tout particulièrement une bande de champs longue de 12,5 kilomètres, aisément franchissable. Côté turc, les minarets de l'ancienne capitale ottomane d'Edirne. Côté grec, le bourg assoupi d'Orestiada. Entre les deux, une plaine hérissée de miradors et des soldats peu regardants.

La voie terrestre

Comment ce coin de Thrace battu par les vents est-il devenu incontournable ? Au fur et à mesure du renforcement des contrôles de Frontex au sud de l'Europe, les routes migratoires se sont déplacées vers la Turquie. Les passages par les îles Canaries, le détroit de Gibraltar ou les côtes italiennes affichent une forte baisse à cause des patrouilles. Du coup, à partir de 2007, la pression migratoire s'est reportée sur la mer Egée. Les premières îles grecques n'y sont qu'à quelques milles du rivage turc. Mais, là aussi, le déploiement de Frontex et les assauts des gardes-côtes grecs contre les embarcations de fortune des migrants ont rendu la traversée délicate. Les pas-

seurs optent donc actuellement pour la voie terrestre. « Mon frère est en Espagne depuis cinq ans, raconte un Sénégalais de 24 ans qui grelotte sous un mince blouson. A l'époque, il avait pris une barque pour traverser la Méditerranée. Ce n'est plus possible maintenant, et puis il y a eu trop de noyés. C'est pour ça que je me retrouve ici. Je n'ai pas le choix, je dois continuer : la famille attend l'argent. » Le jeune homme est sur la route depuis trois mois. Il sait juste qu'il a parcouru des déserts, à pied, en camion, en bus, fait une halte en Libye, avant d'atteindre Istanbul en bateau.

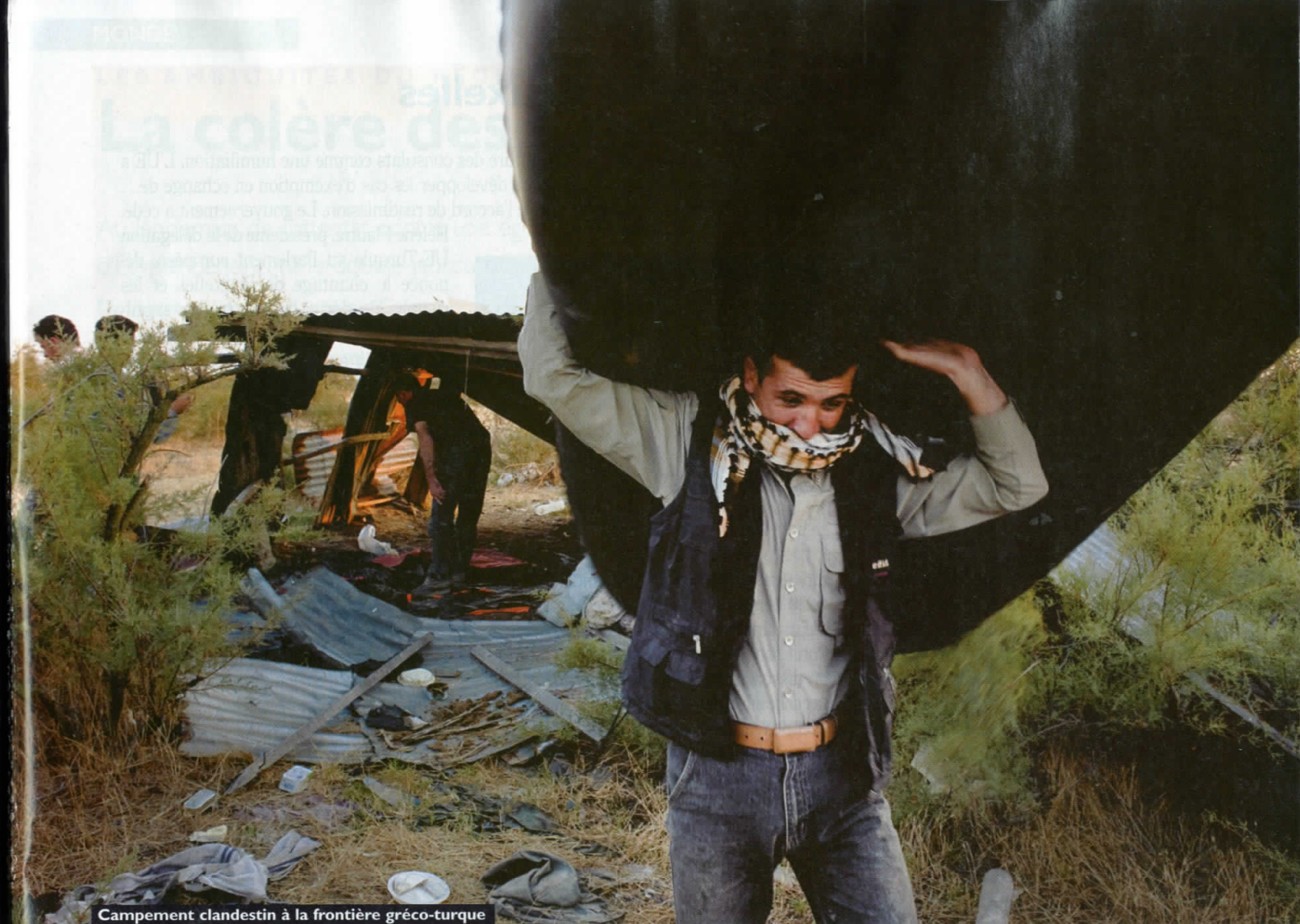
La diplomatie offensive d'Ankara pour conquérir de nouveaux marchés permet également d'atterrir directement à l'aéroport d'Istanbul. Des ambassades turques ouvrent sur l'ensemble du continent noir, et l'attribution de visas a été assouplie pour les Africains. Les Marocains en sont exemptés depuis peu. Bref, le corridor turco-grec est embouteillé. D'autant plus que, naturellement, en raison de sa position géographique, il est déjà emprunté par les immigrés originaires d'Asie ou d'Orient. Aux confins de la Turquie à l'est, les

Iraniens, Irakiens, Afghans, fuyant guerre et misère, franchissent les montagnes avec l'aide de contrebandiers kurdes.

Piège administratif

Par une froide soirée d'hiver, une équipe Frontex composée de deux policiers hongrois et d'un grec se gare sur une colline dans la région d'Orestiada. La caméra thermique permet de suivre la frontière en contrebas, les chemins vicinaux de part et d'autre, et de détecter le moindre mouvement à des kilomètres, jusqu'aux premiers villages turcs. « Pas de brouillard, pleine lune : la nuit sera calme », pronostique Laslo Hostyançzki, un des Rabit, acronyme officiel de Rapid Border Intervention Team. Pour distraire les visiteurs, il passe un enregistrement de la nuit précédente. Sur l'écran de sa caméra, on distingue neuf silhouettes repérées à la sortie d'un bois. Les mains en l'air, ces fantômes blancs et floutés se rendent sans résister à la police. Comme tous ceux qui ne parviennent pas à passer à travers les mailles de Frontex, ils ont été conduits au camp de détention de Filakio, à une trentaine de kilomètres de là.

Le scénario, version moderne du tonneau des Danaïdes, est rodé. Prévu pour 374 personnes, le centre est plein à craquer. Il faut faire de la place. Les migrants en sortent au bout de quelques jours. Tous les matins, quelques dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants sont libérés. Leur nombre varie en fonction des arrestations de la nuit. Leurs empreintes ont été relevées. Elles permettront de les identifier lors d'une interpellation en France ou en Grande-Bretagne, et de les expulser vers la Grèce en application du règlement de Dublin II. L'accord permet, par exemple, de renvoyer un demandeur d'asile dans le premier pays européen par lequel il a transité. Ce piège administratif est encore inconnu des Afghans, Somaliens et Congolais, trop heureux de laisser derrière eux les barbelés de Filakio. Pour l'heure, ils serrent précieusement un sésame : une autorisation temporaire de séjour avec injonction de quitter le territoire grec dans les trente jours. Un laps de temps suffisant pour disparaître dans la nature... Un bus de la compagnie Ktel stationne devant le portail du camp. Les libérés du jour font la queue devant une cahute. Un em-



Campement clandestin à la frontière gréco-turque

Immigration. Pour tous ceux qui rêvent de gagner la forteresse Europe, Istanbul est redevenue la Sublime Porte. Ils sont des centaines chaque jour à tenter de traverser la frontière entre la Turquie et la Grèce, au péril de leur vie. Reportage

Les clandestins du fleuve Evros

De notre envoyée spéciale en Turquie

Les clips d'afro-beat tournent en boucle à la télé. Un frigo fatigué ronronne dans un coin. La lueur d'une ampoule nue trône l'obscurité. Sans le poster d'Atatürk, le fondateur de la République turque, accroché avec du gros scotch au-dessus du comptoir tapissé de raphia, on pourrait se croire dans un maquis africain, et non à Istanbul. Seuls les initiés savent trouver ce boui-boui tenu par des Nigériens dans une ruelle délabrée de Kumkapi, l'ancien quartier arménien coincé contre les murailles byzantines de la vieille ville. Autour d'une canette d'Efes Pilsen, la bière turque, ils viennent y parler affaires, de celles qui se traitent loin des oreilles indiscretes. Ibrahim, un Congolais spécialisé dans les transits clandestins entre la Turquie et la Grèce, négocie au téléphone avec un père de famille en Côte d'Ivoire : « Ne vous inquiétez pas, j'ai récupéré vos deux filles à l'aéroport. Elles sont coincées ici, car elles n'ont pas de visa Schengen. Pour entrer en Europe, elles doivent passer par un autre chemin. Je peux

m'en charger. » Kumkapi s'est transformé en plaque tournante internationale de l'immigration. La nuit, des ombres longent les murs décrépis des églises. Furtives, pressées, apeurées, elles disparaissent à l'arrière d'un camion, tendues vers la prochaine étape de leur odyssee : la Grèce, à deux heures et demie d'autoroute.

Entre janvier et octobre 2010, la Grèce a enregistré 90% des entrées illégales de migrants aux frontières externes de l'Union européenne. Ce qui représente environ 75 000 candidats à l'eldorado européen. Devenue désormais la principale porte d'entrée de l'Europe, la Grèce est un goulet d'étranglement pour des centaines de milliers de clandestins. Débordée, Athènes a fait appel à Frontex (Agence européenne pour la Gestion de la Coopération opérationnelle aux Frontières extérieures) pour tenter de réguler cet afflux. Depuis novembre dernier, 175 policiers des pays membres de l'UE sont donc déployés à la frontière terrestre turco-grecque. Les passages par le fleuve Evros, qui sert de démarcation entre les deux pays, ont augmenté de 369% sur les neuf premiers mois de l'année 2010 par rapport à la

même période de 2009. Il s'agit du nouveau maillon faible de la forteresse Europe. Tout particulièrement une bande de champs longue de 12,5 kilomètres, aisément franchissable. Côté turc, les minarets de l'ancienne capitale ottomane d'Edirne. Côté grec, le bourg assoupi d'Orestiada. Entre les deux, une plaine hérissée de miradors et des soldats peu regardants.

La voie terrestre

Comment ce coin de Thrace battu par les vents est-il devenu incontournable ? Au fur et à mesure du renforcement des contrôles de Frontex au sud de l'Europe, les routes migratoires se sont déplacées vers la Turquie. Les passages par les îles Canaries, le détroit de Gibraltar ou les côtes italiennes affichent une forte baisse à cause des patrouilles. Du coup, à partir de 2007, la pression migratoire s'est reportée sur la mer Egée. Les premières îles grecques n'y sont qu'à quelques milles du rivage turc. Mais, là aussi, le déploiement de Frontex et les assauts des gardes-côtes grecs contre les embarcations de fortune des migrants ont rendu la traversée délicate. Les pas-



Campement clandestin à la frontière gréco-turque

seurs optent donc actuellement pour la voie terrestre. « Mon frère est en Espagne depuis cinq ans, raconte un Sénégalais de 24 ans qui grelotte sous un mince blouson. A l'époque, il avait pris une barque pour traverser la Méditerranée. Ce n'est plus possible maintenant, et puis il y a eu trop de noyés. C'est pour ça que je me retrouve ici. Je n'ai pas le choix, je dois continuer : la famille attend l'argent. » Le jeune homme est sur la route depuis trois mois. Il sait juste qu'il a parcouru des déserts, à pied, en camion, en bus, fait une halte en Libye, avant d'atteindre Istanbul en bateau.

La diplomatie offensive d'Ankara pour conquérir de nouveaux marchés permet également d'atterrir directement à l'aéroport d'Istanbul. Des ambassades turques ouvrent sur l'ensemble du continent noir, et l'attribution de visas a été assouplie pour les Africains. Les Marocains en sont exemptés depuis peu. Bref, le corridor turco-grec est embouteillé. D'autant plus que, naturellement, en raison de sa position géographique, il est déjà emprunté par les immigrants originaires d'Asie ou d'Orient. Aux confins de la Turquie à l'est, les

Iraniens, Irakiens, Afghans, fuyant guerre et misère, franchissent les montagnes avec l'aide de contrebandiers kurdes.

Piège administratif

Par une froide soirée d'hiver, une équipe Frontex composée de deux policiers hongrois et d'un grec se gare sur une colline dans la région d'Orestiada. La caméra thermique permet de suivre la frontière en contrebas, les chemins vicinaux de part et d'autre, et de détecter le moindre mouvement à des kilomètres, jusqu'aux premiers villages turcs. « Pas de brouillard, pleine lune : la nuit sera calme », pronostique Laslo Hostyanczki, un des Rabit, acronyme officiel de Rapid Border Intervention Team. Pour distraire les visiteurs, il passe un enregistrement de la nuit précédente. Sur l'écran de sa caméra, on distingue neuf silhouettes repérées à la sortie d'un bois. Les mains en l'air, ces fantômes blancs et floutés se rendent sans résister à la police. Comme tous ceux qui ne parviennent pas à passer à travers les mailles de Frontex, ils ont été conduits au camp de détention de Filakio, à une trentaine de kilomètres de là.

Le scénario, version moderne du tonneau des Danaïdes, est rodé. Prévu pour 374 personnes, le centre est plein à craquer. Il faut faire de la place. Les migrants en sortent au bout de quelques jours. Tous les matins, quelques dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants sont libérés. Leur nombre varie en fonction des arrestations de la nuit. Leurs empreintes ont été relevées. Elles permettront de les identifier lors d'une interpellation en France ou en Grande-Bretagne, et de les expulser vers la Grèce en application du règlement de Dublin II. L'accord permet, par exemple, de renvoyer un demandeur d'asile dans le premier pays européen par lequel il a transité. Ce piège administratif est encore inconnu des Afghans, Somaliens et Congolais, trop heureux de laisser derrière eux les barbelés de Filakio. Pour l'heure, ils serrent précieusement un sésame : une autorisation temporaire de séjour avec injonction de quitter le territoire grec dans les trente jours. Un laps de temps suffisant pour disparaître dans la nature... Un bus de la compagnie Ktel stationne devant le portail du camp. Les libérés du jour font la queue devant une cahute. Un em-

H. Hatzianagnostou/REA

Le chantage de Bruxelles

Longtemps Ankara a résisté aux pressions de Bruxelles. Les Turcs refusaient de signer un accord de réadmission concernant les clandestins qui avaient transité par leur territoire. N'ayant aucune envie de faire office de gendarme de l'Union et de transformer leur pays en centre de rétention géant aux portes d'un club dont une partie des membres, France en tête, lui refusent l'entrée. Mais la Commission européenne a trouvé son talon d'Achille : les visas. Leurs délais d'obtention sont aléatoires, la liste des justificatifs exigés interminable. Les hommes d'affaires et les étudiants, qui voyagent régulièrement au sein de l'UE, vivent de plus

en plus l'arbitraire des consulats comme une humiliation. L'UE a donc promis de développer les cas d'exemption en échange de... la signature de l'accord de réadmission. Le gouvernement a cédé. Hélène Flautre, présidente de la délégation UE-Turquie au Parlement européen, dénonce le chantage de Bruxelles et les risques de dérive au cours des expulsions : « *Les Turcs sont prêts à signer n'importe quoi.* » Dans son rapport annuel, la Commission souligne « *les efforts* » de la Turquie pour contrôler l'immigration vers l'Europe. Quatre centres de rétention supplémentaires sont en construction et deux autres en projet. L. M.



ployé vend des billets pour Athènes, à onze heures de route, contre 60 euros ou 85 dollars, qu'il prend avec ses gants en latex.

Un Afghan, traducteur pour l'armée américaine, raconte avoir fui Kaboul après la réception d'une lettre de menace de mort s'il ne quittait pas son travail. « *Je gagnais bien ma vie, 1 100 dollars par mois.* » Du moins, son pécule aura évité à sa famille de s'endetter.

Le voyage jusqu'à Orestiada lui a coûté 5 000 dollars. Le jeune homme ferait bien halte dans la capitale grecque : « *J'ai une formation de mécanicien. Un petit boulot me suffirait, sinon je reprendrai la route.* » Il ne sait pas encore qu'à Athènes des centaines de milliers de migrants, premières victimes de la crise économique, parviennent à peine à manger à leur faim. Pourtant, ceux qui montent dans le bus déginglé sont regardés avec envie par un groupe sans le sou.

Un gang de Russes et de Géorgiens les a déplumés dans le centre. « *Ils nous ont volé notre argent. Qui peut dire non avec une lame sous le cou ?* » se plaint un Afghan en montrant sa poche découpée au rasoir. Le planton n'en a cure : « *Qu'est-ce qu'ils croient ? Que c'est le paradis, ici ?* » Les conditions de détention dans les camps grecs sont exécrables. Ce n'est pas la priorité de Bruxelles, malgré les innombrables rapports des ONG spécialisées, plus accablants les uns que les autres.

En novembre, Frontex a annoncé une diminution de 44% des interpellations à la frontière

turco-grecque par rapport au mois précédent. 4 270 personnes ont été arrêtées, majoritairement dans les alentours d'Orestiada, où les Rabit sont concentrés. Faut-il y voir un résultat dissuasif de l'opération mise sur pied par l'agence européenne ? Dans son bureau décoré d'icônes orthodoxes, le chef de la police d'Orestiada, George Salamangas, espère que le dispositif sera prolongé en 2011 – des négociations sont en cours – pour consolider cette

barcation de fortune. 41 personnes s'y sont noyées depuis janvier.

Régulièrement, Mehmet Sherif Damadoglu, dignitaire musulman sunnite, fait la tournée des morgues des hôpitaux de la région. Le mufti a encore inhumé six clandestins mi-octobre. Un peu à l'écart de Sidoro, son village, sur une colline entourée de pins, 140 monticules de terre sont alignés. Certains ont sauté sur une mine, d'autres sont morts de froid ou ont péri dans l'Evros. Le religieux enterre les musulmans. Quand il trouve un chrétien, il envoie sa

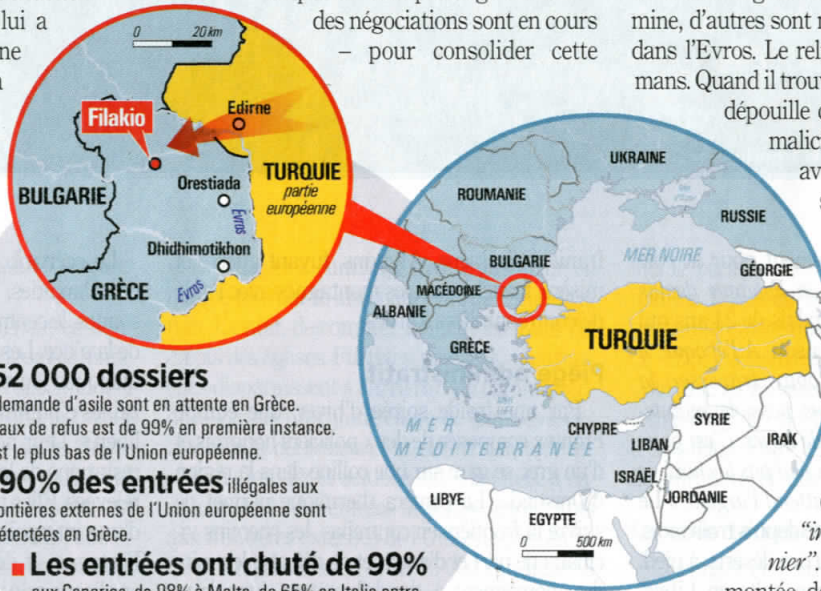
dépouille chez le prêtre. Mais, l'œil malicieux, il ne jurerait pas n'en avoir pas quelques-uns dans son petit cimetière.

« *Je pense aux familles de tous ces malheureux, si ça pouvait les soulager de savoir que leur enfant a une sépulture,* dit Mehmet Sherif Damadoglu, après avoir récité une prière dans le soleil couchant.

« *Chaque fois, je me dis : "inch Allah, ce sera le dernier."* » Habituellement, avec la

montée des eaux de l'Evros, une trêve hivernale s'instaure. Cette année, elle n'a pas encore commencé. Le mufti risque d'avoir du travail. Le printemps 2011 annonce peut-être une accalmie : à cette date, la Bulgarie et la Roumanie intégreront la zone Schengen, s'il n'y a pas de report. Leur adhésion à l'espace de libre circulation européen ouvrira de nouvelles routes migratoires à partir de la Turquie et de l'ancien espace soviétique. Après l'Espagne, l'Italie et la Grèce, la côte bulgare de la mer Noire risque d'être la prochaine porte d'entrée dans l'Union européenne.

LAURE MARCHAND



- **52 000 dossiers** de demande d'asile sont en attente en Grèce. Le taux de refus est de 99% en première instance. C'est le plus bas de l'Union européenne.
- **90% des entrées** illégales aux frontières externes de l'Union européenne sont détectées en Grèce.
- **Les entrées ont chuté de 99%** aux Canaries, de 98% à Malte, de 65% en Italie entre janvier et septembre 2010 par rapport à la même période de 2009.

baisse, mais il reconnaît également que « *les flux ont déjà bougé* », là où la voie est libre. « *Ça augmente le long de l'Evros, plus au sud, jusqu'au port d'Alexandroupolis.* » Il n'y a qu'à faire une halte à la gare de Soufli, à 50 kilomètres plus au sud, pour le constater. Sur le quai, une quinzaine de Pakistanais âgés de 17 à 25 ans guettent l'arrivée du train qui leur permettra de se rapprocher d'Athènes. Pour contourner le dispositif Frontex, ils ont traversé le fleuve sur une em-